

Interview de Jacques-René Rabier (Luxembourg, 8 février 2002)

Source: Interview de Jacques-René Rabier / JACQUES-RENÉ RABIER, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Sanem: CVCE [Prod.], 08.02.2002. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:05:10, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jacques_rene_rabier_luxembourg_8_fevrier_2002-fr-ae97a11c-758f-4562-a05e-12b1fdbae0c8.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2016



Interview de Jacques-René Rabier (Luxembourg, 8 février 2002)

Alors, qu'est-ce que c'est qu'un «eurobaromètre»? C'est un sondage fait dans chaque pays de la Communauté. À l'époque, c'étaient neuf pays –puisque nous avons commencé en 1974 – et maintenant c'est quinze pays. Sondage fait dans chaque pays par un institut, choisi par appel d'offres, avec un institut coordinateur puisque c'est le même questionnaire qui a été étalonné – je reviendrai à votre question sur l'établissement du questionnaire- il a été étalonné principalement en français, anglais, en allemand et chaque institut peut, après, poser ses questions, s'il y a telle ou telle question qui demande un éclaircissement. Et le but de l'eurobaromètre, c'est encore une fois de révéler les Européens les uns aux autres, faire en sorte que les Allemands sachent ce que pensent sur les mêmes problèmes, les Français, même chose pour les Luxembourgeois, les Belges, les Italiens ou les Britanniques, et en même temps, donner aux institutions européennes un regard aussi exact que possible, aussi précis que possible, sur les attitudes des Européens à l'égard de l'intégration européenne et de ses différents aspects.

Alors, comment j'ai créé ça? Je m'intéressais depuis très longtemps aux sondages d'opinion. Déjà à la CECA, on en avait fait faire un ou deux dans les six pays de l'époque et j'avais beaucoup réfléchi aux problèmes de psychologie sociale, notamment avec un professeur et ami de l'Université de Paris, qui s'appelait Jean Stoetzel, qui est mort depuis longtemps, qui avait créé l'Institut français d'opinion publique et qui était un grand spécialiste. C'est lui qui, au fond, a amené les techniques d'abord américaines, à l'origine américaine, qui les a amenés en Europe dans l'immédiat avant-guerre et à nouveau à partir de 1944-1945.

Alors, j'étais familiarisé avec cette technique, je l'avais déjà expérimentée et j'ai pensé qu'il était utile de la mettre au service des institutions européennes. J'avais aussi eu l'occasion d'étudier aux États-Unis à Ann Arbor, Michigan, avec des spécialistes des enquêtes. Déjà il y avait une grande tradition, notamment dans cette université du Michigan, une grande tradition d'enquêtes politiques, socio-politiques, aux États-Unis. Alors tout ceci m'a amené à établir un programme, à établir un budget, à faire accepter le programme et le budget par le service commun «Information» et de faire les premiers appels d'offres et de commencer le travail, en fin 1973, un pilote, et au printemps 1974 le numéro un.

Les questionnaires, ils étaient faits par mes collaborateurs et moi, compte tenu des préoccupations que je savais être celles des institutions européennes, en étroite collaboration avec les instituts qui connaissaient le métier en tous les coins et qui pouvaient me dire «telle question, elle est équivoque; telle question, les gens ne vont pas comprendre; telle question, la réponse est supposée dans la question», enfin éviter tous les pièges et tous les biais. Et, bien entendu, quand le questionnaire était au point techniquement, il n'allait sur le terrain qu'après avoir été montré à mon successeur, directeur général de l'Information. C'est une question de loyauté. Moi, je gérais techniquement l'eurobaromètre, j'essayais là encore de lui donner un sens mais puisque c'était la Direction générale de l'Information sur le budget de laquelle étaient imputées les dépenses de l'eurobaromètre – c'est des affaires assez coûteuses un eurobaromètre: neuf pays, un millier de personnes interrogées par pays, ça coûte. Si on veut que ce soit fait correctement, il faut des questionnaires d'une certaine importance et il faut mettre le prix – donc la Commission, en l'occurrence la Direction générale de l'Information, ayant le poids budgétaire, puis en plus l'honnêteté tout simplement, c'est toujours au directeur général de l'Information que je soumettais le questionnaire. Je dois dire qu'il me faisait toute confiance. Je n'ai eu un problème qu'une seule fois, non pas avec l'Information mais avec le directeur général de la direction chargée des problèmes de sciences. Il y a très longtemps de ça, il a disparu depuis longtemps. C'était une question, si j'ai bonne mémoire, sur l'énergie nucléaire ou quelque chose comme ça, et le Directeur général voulait changer la question. Je lui ai dit: «Moi, je ne la pose pas. Je n'accepte pas une question piégée, biaisée.» et la question n'a pas été posée. C'est l'indépendance ça. Tout en étant fonctionnaire, enfin fonctionnaire retraité, conseiller spécial, il y a une éthique du travail et je n'aurais jamais accepté qu'une question puisse être posée alors qu'elle serait critiquée soit par la presse, soit ultérieurement dans les milieux scientifiques. Puisque toutes les données des sondages étaient déposées dans les universités et tout chercheur pouvait avoir accès aux données mère, faire ses propres analyses et voir s'il y avait eu des erreurs ou des biais dans le traitement des questions.

Les plus intéressés, au début, ont été les parlementaires. D'abord, ils étaient à l'origine puisque c'est eux qui

dans plusieurs résolutions avaient souhaité que se fassent ces enquêtes périodiques. Les journalistes ont été intéressés. De mon temps, comme on dit, les résultats des eurobaromètres étaient présentés par moi-même en conférence de presse. Le directeur général de l'Information me faisait toute confiance: «Présentez-le.» J'essayais de le présenter d'une façon attractive pour les journalistes, les résultats étaient mis à leur disposition et les journaux les reprenaient. L'intérêt de la Commission, des membres de la Commission et des services, est venu progressivement. D'abord, plusieurs directions générales ont demandé à voir dans l'eurobaromètre un supplément sur la science (je donnais un exemple tout à l'heure), sur l'agriculture avec un suréchantillon des agriculteurs, sur des problèmes de jeunesse avec un suréchantillon des catégories jeunes de la population, sur les attitudes à l'égard de la pauvreté. Il y a de multiples questionnaires qui ont été ajoutés à l'eurobaromètre, c'est donc la preuve que les directions générales mettaient un budget pour avoir une enquête spéciale dont, bien entendu, je conservais la haute main sur le questionnaire en accord avec les directions générales qui finançaient le projet. Et ainsi, l'eurobaromètre s'est développé progressivement. Il y a de multiples enquêtes qui ont été ajoutées. La Commission et les Commissions successives s'y sont intéressées de plus en plus. Au début, elles s'y intéressaient lorsqu'une réponse à une question devenait gênante: «Ah, vous avez posé telle question!» Mais je peux dire que maintenant – moi, j'ai quitté ces affaires-là en 1992 – maintenant, l'eurobaromètre est devenu vraiment un instrument de gouvernance, comme on dit maintenant. Et il en est à son numéro cinquante-trois, il y a même des enquêtes maintenant dans les pays candidats. Non, c'est un instrument qui, je crois, a la confiance des chercheurs. Le nombre des universités qui s'y intéressent, d'étudiants qui font des tests sur tel ou tel aspect, sur l'évolution des attitudes à l'égard de l'euro, par exemple, pour prendre un exemple d'actualité. C'est très intéressant de voir pays, par pays, y compris au Royaume-Uni, comment les attitudes à l'égard de l'euro se transforment au fil du temps. Je prends cet exemple mais on pourrait en prendre beaucoup d'autres. L'eurobaromètre est devenu maintenant un instrument, disons, pratique, indispensable, indiscuté.